

RIPESS INFO



Réseau Intercontinental de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire - RIPESS
- Point E, Boulevard du Sud, Dakar - Sénégal - BP : 611211524
Tel. : (221) 825.85.90 - Fax : (221) 825.32.38 - www.ripess.net

Sommaire

Actualité du RIPESS

- ▶ CAP ECO SOL, le nouveau programme du RIPESS en discussion
- ▶ Exprimez-vous sur notre site Internet!
- ▶ Les contacts du nouveau Conseil d'Administration

De 2005 à 2009 : les Rencontres sur la Globalisation de la Solidarité

- ▶ Objectif 2009 : organisation de la 4^{ème} Rencontre en Europe
- ▶ Le film de Dakar 2005 bientôt disponible !
- ▶ Les sites des membres et partenaires qui relaient l'information sur Dakar 2005 !

Actualité des membres

- ▶ Le REMESS partie prenante de l'Initiative Nationale de Développement Humain au Maroc
- ▶ Un réseau en construction au Cameroun
- ▶ Mobilisation des acteurs de l'ESS guinéens en faveur d'une alternance politique pacifique

L'ESS sur la toile et dans les bacs...

- ▶ Un site sur la responsabilité sociale des entreprises dans les Pays du Sud
- ▶ L'ESS vue à travers le prisme de l'efficacité
- ▶ Edition 2006 des Perspectives économiques en Afrique
- ▶ Interdépendances, revue française d'ESS, fête ses quinze ans !

Les grands rendez-vous de l'ESS

- ▶ Focus sur le Symposium africain du commerce équitable (Bénin)
- ▶ Séminaire régional sur les dynamiques d'économie sociale et solidaire en Afrique de l'Ouest et du Nord à Ouagadougou (Burkina Faso)
- ▶ A vos agendas!

L'actualité du RIPESS

CAP ECO SOL, le nouveau programme du RIPESS en discussion

« **CAP ECO SOL** »... reprenez bien ce sigle ! Il correspond au programme de renforcement des **CAP**acités des acteurs du secteur de l'**ECO**nomie sociale et **SOL**idaire porté par les réseaux africains du RIPESS et financé par la coopération bilatérale. Le programme s'appuie sur une étude de faisabilité menée de manière participative sur 3 pays ouest-africains. Les conclusions de cette étude ont été partagées lors de la Rencontre de Dakar 2005 et alimentées par les débats menés, notamment sur les besoins de renforcement des réseaux et la nécessité d'améliorer les performances managériales des acteurs de l'ESS.

En quoi consiste CAP ECO SOL ?

Le but du programme CAP ECO SOL est de renforcer le secteur de l'ESS par la mise en place de services conseils, de formation, mise à disposition d'outils et d'accompagnement dans l'accès au financement pour les entreprises et organisations de l'ESS.

Il s'agira :

De développer l'identité de l'ESS autour de valeurs partagées,
D'augmenter le nombre d'entreprises à vocation sociale,
D'améliorer les performances des entreprises d'ESS,
D'accompagner les entreprises d'ESS dans leur recherche de financement solidaire.



Quels sont les réseaux concernés ?

CAP ECO SOL débutera sur une zone pilote de 6 pays en Afrique de l'Ouest, pour s'étendre progressivement à tout le continent africain, puis aux autres continents.



A partir de quand peut-on poser sa candidature ?

Un dossier complet sera envoyé à tous les membres ouest-africains d'ici la mi-août. Après renvoi du dossier, les réseaux candidats seront contactés par téléphone pour approfondir leur motivation à participer à CAP ECO SOL.

Où trouver des informations supplémentaires ?

De la documentation est déjà disponible sur le site Internet : <http://www.ripess.net>
Vous pourrez également contacter l'équipe technique : capecosol@gmail.fr



Exprimez-vous sur notre site Internet !

Annoncé dans le précédent RIPESS Info, le nouveau site Internet du RIPESS poursuit son développement et voit l'affluence de ses visiteurs augmenter de semaine en semaine. Son objectif est de renseigner, en français, en espagnol et en anglais, les membres du RIPESS, les instances de décision, le grand public sur les activités du RIPESS et de ses membres, sur l'économie sociale et solidaire dans la réflexion et dans l'action. Aussi est-il régulièrement actualisé et complété par les activités du réseau sur tous les continents.

Pour que le site gagne encore en lisibilité, en ergonomie, en complétude, vous pouvez envoyer vos remarques et suggestions au webmaster du RIPESS : racine.aidara@gmail.com

Pour que le site soit davantage le reflet des expériences de l'ESS, des avancées de la problématique, vous pouvez alimenter son contenu en nous informant de votre actualité, en nous proposant des articles sur des thèmes qui vous paraissent majeurs et sur lesquels vous apportez un éclairage à l'adresse suivante : judith.lenti@yahoo.fr.

Votre participation est essentielle pour faire du site <http://www.ripess.net> un portail vivant de l'économie sociale et solidaire, un outil d'information intercontinental, un moyen de mieux connaître et reconnaître les acteurs de l'économie sociale et solidaire.

Les contacts du conseil d'administration du RIPESS

Afrique			
Abdou Salam Fall	GSESS Groupe Sénégalais d'Economie Sociale et Solidaire	Sénégal	asfall@refer.sn
Azeb Girmai	ENDA-Ethiopie	Ethiopie	azebgirmai@yahoo.co.uk
Amérique Latine			
Nedda Angulo	GRES P Grupo Red de Economía Solidaria del Perú	Pérou	neddangulo@yahoo.com
Rosemary Gomes	FBES Foro Brasileño de Economía Solidaria	Brésil	rgomes@fase.org.br
Amérique du Nord			
Gérald Larose	GESQ Groupe d'Economie Solidaire du Québec	Québec/Canada	larose.gerald@uqam.ca
Ethel COTE	RCDÉC Réseau Canadien de Développement Economique Communautaire	Canada	ethelcote@bellnet.ca
Asie			
Suman Khanal	NEFSCUN Nepal Federation of Savings and Credit Co-operative Union	Népal	sumkhanal@wlink.com.np
Europe			
Marie-Caroline Collard	SAW-B Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises	Belgique	mc.collard@saw-b.be
Giovanni Acquati	INAISE International Association of Investors in the Social Economy	Italie	acquagio@tiscali.it
Océanie			
David Thompson	Jobs Australia	Australie	thommo@ja.com.au

De 2005 à 2009 : les Rencontres sur la Globalisation de la Solidarité

Objectif 2009 ! Organisation de la 4^{ème} Rencontre en Europe

Les Rencontres sur la Globalisation de la Solidarité reprennent leur intervalle habituel de 4 ans. Contrairement à l'annonce faite lors de Dakar 2005 d'organiser la prochaine Rencontre Internationale sur la Globalisation de la Solidarité plus tôt à Bruxelles en 2007, c'est désormais le cap de l'année 2009 qui est retenu. Cette décision fait suite au retrait du soutien du gouvernement belge à l'organisation de l'événement. La secrétaire d'état a été contrainte de prendre cette décision compte tenu des délais trop courts pour organiser un tel événement et de la difficulté de mobiliser les financements suffisants (en plus de sa contribution). Néanmoins, la secrétaire d'état, Els Van Weert, apportera une aide conséquente à l'organisation d'une rencontre des universitaires de tous les continents agissant dans l'économie sociale et solidaire. Cette conférence garantira une préparation rigoureuse des contenus de la prochaine rencontre RIPESS 2009.

Conformément à la règle de l'alternance Nord-Sud, celle-ci aura lieu dans un pays européen qui reste à définir. D'ici 2009, il s'agira donc d'affiner les problématiques centrales que déploiera la Rencontre. Il faudra aussi déterminer un agenda politique permettant au RIPESS de développer son plaidoyer. Enfin, un enjeu très fort d'ici 2009 est de renforcer les réseaux continentaux. Travailler sur ces axes permettra de mettre en place une Rencontre qui constituera encore une avancée pour l'ESS intercontinentale après Dakar 2005, autant en matière de contenu que de représentativité !

La procédure de candidature pour le pays européen hôte et organisateur de la rencontre est désormais ouverte ! La suite dans le prochain RIPESS Info...

Le film de Dakar 2005 disponible!

Un événement de grande envergure, mais aussi un espace de débats et de convergences des acteurs l'ESS mais aussi un lieu de rencontres. C'est toute la teneur de Dakar 2005 que le film produit par le RIPESS tente de faire vivre en une trentaine de minutes à ses téléspectateurs. Les extraits des principaux discours et des activités intra et extra-muros, les regards croisés de participants venus des cinq continents permettront à ceux qui ont vécu cette Rencontre de se remémorer son effervescence, ses partages d'expériences et ses délibérations, autant de souvenirs forts pour ses 1200 participants. A ceux qui étaient absents, le film présentera le panorama des animations et des discussions.

Dakar 2005, un film en 3 langues bientôt disponible sur demande à dk2005@sentoo.sn . Vendu au prix coûtant + frais de port.



Les membres et partenaires du RIPESS qui relaient l'information et le bilan de Dakar 2005 !

Langue	Organisation	Pays	Lien
Français	Els Van Weert, secrétaire d'Etat au développement durable et à l'économie sociale de Belgique	Belgique	http://www.elsvanweert.be/default.aspx?ref=AAA_AAW&lang=FR
Français	CECI, Centre canadien d'études et de coopération internationale	Canada	http://www.uniterra.org/uniterra/fr/partenaires/partenaires_et_secteurs/economie_sociale/dakar_2005.html
Français	Desjardins, Caisse d'économie solidaire	Canada	http://www.cedttq.com/international/dakar.html
Français	Commerce Monde.com, le portail des affaires internationales	Canada	http://www.commercemonde.com/commercemonde.php?niveau=2&id=100
Français	Alternatives	Canada	http://www.alternatives.ca/article2087.html
Français	Le MES, Mouvement pour l'économie solidaire	France	http://le-mes.org/dakar%202005.html
			http://le-mes.org/Galerie%20Dakar.html
Français	Femmes de la Francophonie	Espace francophone	http://cybersolidaires.typepad.com/francophonie/2005/11/femmes_et_dvelo.html
Français	INAISE, Association Internationale des investisseurs dans l'Economie sociale	Intercontinental	http://www.inaise.org/FR/txt_02.html
			http://www.inaise.org/FR/Dakar_2005_photos.html
Français	PSES, Pôle pour la socio-économie solidaire	Europe	http://dakar2005.socioeco.org/fr
Espagnol	REAS - réseau de l'Economie alternative et solidaire de l'Espagne	Espagne	www.economiasolidaria.org/reasnavarra/dakar
Espagnol	PSES, Pôle pour la socio-économie solidaire	Europe	http://dakar2005.socioeco.org/es/index.php
Anglais	CECI, Centre canadien d'études et de coopération internationale	Canada	http://www.uniterra.org/uniterra/en/partnerships/partners_and_sectors/social_economy/dakar_2005.html
Anglais	PSES, Pôle pour la socio-économie solidaire	Europe	http://dakar2005.socioeco.org/en/index.php
Anglais	INAISE, Association Internationale des investisseurs dans l'Economie sociale	Intercontinental	http://www.inaise.org/EN/txt_02.html

Actualité des membres

Le REMESS partie prenante de l'Initiative Nationale de développement Humain au Maroc

Depuis sa création en février 2006, le REMESS (Réseau Marocain d'Economie Sociale et Solidaire), est en train de se développer au Maroc notamment via l'INDH : Initiative Nationale de Développement Humain. Cette initiative a créé une dynamique locale impliquant l'ensemble des acteurs locaux (collectifs territoriaux, société civile et autres formes communautaires...). Le REMESS se considère comme une initiative parmi d'autres qui vient répondre à un besoin urgent c'est celui de dynamiser les nouvelles formes et alternatives de développement notamment par des actions dans l'ESS. A ce titre le réseau marocain est plus qu'attentif à cet événement.

Le Maroc aborde une phase de son histoire marquée par une « révolution tranquille » dont la marque essentielle est la redéfinition de la citoyenneté, du rôle du citoyen dans le processus de développement et de la participation de ce nouveau citoyen à l'effort de construction nationale autant qu'aux fruits du développement escompté, dans la liberté et la démocratie. Des initiatives avant-gardistes jalonnent et balisent cette démarche. Avec la mise à niveau du cadre juridique définissant la citoyenneté (lois relatives au statut personnel, à la presse et l'opinion, à la nationalité, projet portant sur la participation à la vie publique etc.), le travail accompli par l'Instance Équité et Réconciliation y compris les mesures institutionnelles proposées et le rapport sur le développement humain jumelé à l'Initiative nationale de développement humain, se trouve constitué un projet de société qui mobilise vraiment les Marocains.

Ce projet de société est innovateur en ce sens qu'il allie pour la première fois deux concepts faisant partie des nouvelles définitions internationales des droits de la personne : les droits civiques et les droits socio-économiques. Si en effet des précédents de droits de mémoire ont été établis en Afrique du Sud et au Chili, les droits sur le futur mis en avant au Maroc sont sans exemple. De surcroît, l'initiative marocaine est marquée par le refus de toute exclusion et par l'ouverture sur le monde qui se traduit notamment par l'acceptation de la double citoyenneté et la porte ouverte devant les double nationaux et leurs apports, notamment non matériels, à la vie du pays d'origine. est occasion pour les différents acteurs territoriaux pour apprendre à mieux gérer les affaires de développement local car il est basé sur le principe de la participation.

Le Plan d'action gouvernemental pour la mise en œuvre de l'INDH a fait l'objet d'une large consultation entre les membres du gouvernement et au niveau de l'administration territoriale. Il a été enrichi de multiples discussions et suggestions émanant du tissu associatif. Selon le Premier Ministre M. Jettou " l'INDH marque une rupture avec les politiques publiques précédentes en matière de réduction de la pauvreté et se base sur un volontarisme politique affirmé au plus haut niveau de l'état, ainsi qu'à un changement de méthode dans la conception des politiques, des programmes et des interventions". M. Jettou signale "un changement dans les modalités de financement et des ressources additionnelles et spécifiques, en dehors des dépenses sociales budgétaires, à hauteur de 10 milliards de DH pour les 5 prochaines années".

L'INDH peut créer des bénéfices socio-économiques et politiques critiques pour le peuple Marocain, et peut être un exemple pour le Moyen Orient, l'Afrique et au delà. L'Initiative était en partie fondée sur la reconnaissance que les conditions de la pauvreté aident la violence extrémiste à exister. L'Initiative reconnaît aussi que le libre-échange (que le Maroc a avec l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique) peut menacer les sources de revenus traditionnels et être un défi sérieux pour les familles s'il n'y a pas création de nouvelles opportunités (comme cela c'est particulièrement vu dans le Mexique rural avec NAFTA).

L'Initiative ciblera initialement 5 millions de personnes (la majorité d'entre elles étant en zones rurales) et a un budget de 1,1 milliards de USD jusqu'à 2010 (20% de cette somme vient de contributions étrangères). Elle est dédiée à la construction de l'infrastructure du Maroc (eau potable, électricité, routes), à la création d'emploi et d'activités génératrices de revenu, et à fournir des services sociaux pour les personnes qui en ont le plus besoin (jeunesse à risque et les femmes, les personnes sans domicile et les personnes âgées). L'Initiative est dans sa première phase et un bon nombre de projets ont déjà vu la pose de leur première pierre.

Par ailleurs, un projet est en cours d'engagement avec OXFAM QUEBEC pour appuyer les associations membres du REMESS en matière d'animation en faveur de la promotion de l'ESS. Les membres du réseau sont appelés à fournir une expertise locale pour aider les coopératives de production à mieux vendre et à partager les bénéfices entre petits producteurs.

Parallèlement, le REMESS débute un travail de sensibilisation auprès des principaux acteurs publics et privés en charge de l'ESS en vue de créer un partenariat constructif où chacun jouera son rôle.

Le REMESS est donc sur sa lancée. Le RIPESS Info vous donnera régulièrement des nouvelles de son action !

Pour plus d'informations sur le REMESS, vous pouvez poser vos questions à l'adresse suivante : chabdeljalil@hotmail.com.

Un réseau en construction au Cameroun

Après 12 mois d'existence, le Ministère des PME, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat au Cameroun, a décidé d'organiser un grand colloque national sur le thème « Comprendre, organiser et promouvoir l'économie sociale et solidaire au Cameroun » du 26 au 28 juin à Yaoundé. Les chiffres sur l'économie sociale au Cameroun sont assez impressionnants : 70 000 institutions de la société civile sont engagées dans ce secteur qui, selon le Premier ministre, Inoni Ephraïm, qui présidait l'événement, " n'a pas encore donné la pleine mesure de ses potentialités ".

Pour détailler les visions économique, politique, environnementale et coopérative de l'ESS étaient invités : Muriel Boudou présidente de l'AI2S, Danièle Demoustier de l'Université de Grenoble, Abdou Salam Fall, président du RIPESS, Ibrahima N'dour, président de la Panafricaine des coopératives, Marie Gauthier du Ministère Canadien de la Promotion Sociale ainsi que Guy Mvelle, universitaire spécialiste en coopération décentralisée et en élaboration de politiques publiques. Comme l'a titré à cette occasion le quotidien « Cameroon Tribune », « l'économie sociale sort du maquis ».

Deux déclarations, l'une des acteurs de la société civile, l'autre des participants du colloque, ont conclu cet événement. Le Ministère s'engage à promouvoir l'ESS au Cameroun, comme un secteur de croissance et à encourager l'émergence d'un réseau national. Les acteurs de la société insistent sur leur volonté de développer un réseau national, ce en quoi le RIPESS va les appuyer !

Les documents du Colloque de Yaoundé sont disponibles en langues française sur le site Internet du RIPESS : <http://www.ripess.net>.

Guinée-Conakry : Mobilisation des acteurs de l'ESS pour une alternance politique pacifique et réfléchie

Depuis de longues années, la situation ne cesse de se dégrader en Guinée Conakry. La grave maladie du Président Conté (en place depuis plus de 22 ans), le système de favoritisme au sommet de l'état, la mauvaise gouvernance et la corruption, l'absence de démocratie et la répression, la dégradation phénoménale de l'environnement économique, la détresse et la pauvreté des populations... constituent le ferment d'une situation explosive.

Cet état de tension s'est manifesté durant le mois de juin 2006 par un mouvement de grève dans tout le pays, mené par les syndicats, rejoints par les étudiants à la suite du report des épreuves du Baccalauréat. La répression des manifestations a fait 18 morts et 83 blessés à Conakry et en province, selon des sources hospitalières et des témoins. L'heure est donc grave, et la Guinée est au bord de la rupture, sous le couperet d'une « solution militaire ». De plus, une déstabilisation ouverte de la Guinée aura sans aucun doute des répercussions sur l'ensemble de la région.

Pourtant, depuis de longues années, des initiatives sont menées pour renverser la situation. Elles émanent de la société politique mais aussi et surtout de la société civile. On trouve dans ce mouvement les acteurs de l'économie sociale et solidaire de Guinée. Aux côtés des syndicats, ONG, associations de femme, associations de défense des droits humains et de promotion de la citoyenneté, groupe d'intellectuels, écrivains, artistes, quelques officiers militaires qui viennent en leur nom propre, des représentants de tous les partis, ils cherchent à construire un plan d'alternance politique solide pour éviter de s'engager dans des solutions d'urgence en cas de vide de pouvoir ou de coup d'Etat militaire.

Ensemble, les forces vives de la Guinée travaillent à ouvrir le dialogue pour que les gens puissent définir la transition politique à travers un programme de développement du pays, par la collaboration « état-société civile » et « public-privé » dans le processus de développement. Ce débat autour de la vision du développement pour le pays a pour but de réhabiliter ses acteurs principaux.

Ce processus de convergences et de concertation réunissant les différents acteurs de la société civile et politique avait bien démarré. Mais la suppression récente du poste de Premier Ministre avec le transfert des pleins pouvoirs au Secrétaire Général de la Présidence de la République signifie le retour des « faucons » qui ne sont pas dans une démarche de dialogue. D'autant plus que d'autres membres du gouvernement, proches du Président, avaient considéré que ce qu'ils sont en train de faire est un coup d'état civil.

C'est un recul par rapport aux acquis si chèrement gagnés dans le débat autour des enjeux fondamentaux. Les habitants de Guinée Conakry ne subissent donc pas la situation. Ils ont pris des initiatives convergentes. Le RIPESS, dont les membres guinéens sont à la tête de ce mouvement, souhaite leur faire part de son soutien et se faire l'écho intercontinental de cette mobilisation populaire ayant pour but la construction concertée et pacifique d'un véritable plan de développement pour leur pays.

Pour envoyer un message de soutien ou avoir davantage d'informations sur la situation en Guinée et les actions entreprises par ces acteurs, vous pouvez consulter l'article complet en page d'accueil du site Internet du RIPESS : <http://www.ripess.net> ou envoyer un mail à :

Boiro Nafadima Magassouba : coalitionguinee@yahoo.fr

Diakagbé Kaba : diakagbek@hotmail.com

L'ESS sur la toile et dans les librairies...

Un site sur la responsabilité sociale des entreprises dans les pays du Sud

Une initiative originale vient de paraître sur la toile : <http://www.rse-et-ped.info> L'objectif de ce site-portal francophone est de contribuer à développer le débat sur la responsabilité sociale des entreprises (RSE) dans les pays en développement (articles dans les médias, partenariats ONG-entreprises, communications des entreprises françaises sur le thème...) et de promouvoir une meilleure contribution des entreprises aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Un site à visiter de toute urgence !

L'Economie Sociale et Solidaire vue à travers le prisme de l'efficacité

Directeur général d'un groupement européen d'intérêt économique (Euresa) et le président de l'association "Les Rencontres du Mont Blanc", Thierry Jeantet a publié à la Documentation Française un livre, "Economie sociale, la solidarité au défi de l'efficacité". En travaillant dans une banque coopérative, au sein d'un groupement des mutuelles d'assurance, à la délégation interministérielle à l'économie sociale, en présidant le Centre des Jeunes Dirigeants et acteurs de l'économie sociale, il a multiplié les expériences au sein d'un secteur dont il connaît les forces et les faiblesses.



Coopératives, mutuelles, associations, fondations : plus de la moitié de la population française est membre d'au moins un de ces groupements. Ils emploient quelque 1 800 000 personnes et réalisent près de 12 % du produit national brut. Cette étude en présente la genèse, suivie d'un panorama détaillé de cette réalité multiple : secteurs d'activité, poids économique, régime juridique ...

Puisant ses racines dans une histoire multiséculaire, l'économie sociale affirme comme valeurs la suprématie sur le profit, la solidarité et la démocratie dans son fonctionnement.

- Comment concilier ses valeurs traditionnelles avec sa présence dans une économie de marché mondialisée ?
- Comment faire vivre la démocratie dans des organismes parfois vastes ?
- Quel avenir pour un secteur soumis à une demande croissante, notamment d'une part, des plus démunis, et d'autre part, de salariés consommateurs se voulant acteurs ?

Tels sont quelques-uns des défis auxquels l'économie sociale est confrontée et pour lesquels les auteurs de cette étude offrent des pistes de recherche.

Edition 2006 des Perspectives économiques en Afrique

Edité par le centre de développement de l'OCDE et la Banque africaine de développement, l'édition 2006 des Perspectives économiques en Afrique passe en revue la situation économique et les évolutions probables à court terme d'un certain nombre de pays africains.

Selon cet ouvrage, les perspectives pour la majeure partie du continent africain seraient plus favorables qu'elles ne l'ont été depuis de nombreuses années. La croissance de l'activité économique en Afrique devrait atteindre 5.8 % cette année, puis 5.5 % l'année prochaine, les pays exportateurs de pétrole distançant largement les autres pays du continent en proie à de graves difficultés. L'attention est également attirée sur le fait que la manne pétrolière doit être gérée judicieusement et affectée dans une large proportion à des investissements dans les transports et autres infrastructures, ainsi que dans la valorisation des ressources humaines, pour assurer une croissance économique durable même lorsque le marché des produits de base ne sera plus aussi dynamique qu'à présent. Cette année, les Perspectives économiques en Afrique mettent surtout l'accent sur la médiocrité des infrastructures et le manque de gestion, de sûreté et de planification des services de transports, associés à des coûts élevés pour les usagers.



Pourtant, de notre point de vue, il existe manque dans cet ouvrage : une étude de l'économie sociale et solidaire africaine, trop souvent confondue à l'économie informelle...

La revue « Interdépendances » fête ses 15 ans !



« Interdépendances » est un magazine trimestriel d'information et réflexion sur les exclusions sociales et l'économie sociale et solidaire publié par l'association [Groupe SOS](http://www.groupe-sos.org). Il traite de sujets comme l'insertion par l'économique, l'éducation spécialisée, le commerce équitable... Ses articles d'analyse et de réflexion abordent ces questions sous un angle pluridisciplinaire : social, juridique, médical, économique... Au sommaire également, des entretiens avec des personnalités, des informations pratiques, des initiatives locales, une panorama de médias. Un outil de choix pour les décideurs, les parlementaires, personnels de service public, collectivités locales, écoles, professionnels de la santé, éducateurs, centre de documentation, associations, chercheurs...

Ce magazine est édité par le Groupe SOS qui rassemble aujourd'hui plus de 1500 salariés, une centaine d'établissements, des services d'accueil, de soins, d'insertion, de formation professionnelle et d'éducation, répartis dans 12 régions françaises.

Pour plus d'informations : <http://www.groupe-sos.org/interdependances/>

Les grands rendez-vous de l'économie sociale et solidaire

Focus sur le Symposium africain du commerce équitable

Le Symposium Africain du Commerce Equitable se proposait de favoriser les échanges et la formulation de propositions pour repenser la position de l'Afrique dans la scène du Commerce International sur la base des principes du Commerce Equitable (CE) et de la mise en évidence du potentiel du Commerce Inter-africain (Sud-Sud). Il a eu lieu du 28 au 31 mars 2006 à Cotonou (Bénin), et réunira des acteurs du commerce équitable en Afrique, des organisations paysannes, des artisans, des autorités locales, des représentants du secteur privé, des institutions d'appui et des chercheurs.

Les axes de discussion du symposium ont été :

1. Un état des lieux du commerce équitable en Afrique : Identification et analyse des acteurs et pratiques, appréciation des impacts du CE sur le développement local durable
2. Commerce équitable, développement et gouvernance locale
3. Le CE dans les APE et les processus d'intégration régionale
4. Commerce Equitable et régulations du Commerce international

Vous trouverez sur le site Internet du RIPESS <http://www.ripess.net> en version française le rapport complet sur les échanges et résolutions prises lors de ce Symposium, rapport écrit par Maleye Diagne, qui représentait le RIPESS lors de l'événement.

Séminaire régional sur l'économie solidaire de Ouagadougou

Du 4 au 6 mai s'est tenu à Ouagadougou un séminaire régional sur les Dynamiques d'économie sociale et Solidaire en Afrique de l'Ouest du Nord. Il était organisé conjointement par le Projet Economie Sociale Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques du Burkina Faso avec l'appui de la Coopération Technique Belge et le Projet FIRDES (Coopération universitaire institutionnelle) avec la collaboration du GRAP/OSC (groupe de recherche en appui à la politique/ organisations de la société civile).

Cette rencontre était surtout l'occasion de se rencontrer pour les partenaires de la coopération belge qui a choisi de faire de l'économie sociale une des dimensions transversales de sa politique d'aide au développement, soit un moyen de lutter contre la pauvreté. Ce séminaire se donnait pour objet de réunir leurs compétences et expériences diverses (praticiens, universitaires, chercheurs), montrer le potentiel de l'ESS comme facteur de cohésion sociale et de développement local, avec une attention particulière au contexte de décentralisation.

Enfin, ce séminaire a été organisé au sein de l'Université de Ouagadougou pour une raison bien particulière : le Département « Sciences Economiques et gestion » de l'Université ouvre à la rentrée prochaine une nouvelle formation professionnalisante, la « Maîtrise en Economie et Gestion des entreprises d'économie sociale et solidaire ». Excepté au sein de l'Université de Cotonou au Bénin, il n'existait pas encore dans les universités ouest-africaines ce type d'offre de formation. Pourtant les initiatives coopératives, mutualistes et associatives se développent dans le sillage des mouvements paysans, de groupements de femmes, d'associations de développement communautaire. Cette maîtrise vise donc à former des cadres compétents et responsables dans tous les domaines de l'entreprise d'économie sociale et solidaire. Une initiative forte à féliciter !

Pour plus d'information, vous pouvez écrire à l'adresse suivante : souley@univ-ouaga.bf

A vos agendas!

♦ **1-2 juin à Grenoble** (France) : Sixièmes rencontres internationales du Réseau inter universitaire de l'ESS
Thème : Economie sociale et solidaire, quel avenir ?

Contact : colloqueESgrenoble@jep.upmf-Grenoble.fr

♦ **1-2 juin à San Sebastian** (Espagne) : Conférence annuelle Inaise Thème : Innovations dans le secteur de la finance sociale. Contact : www.inaise.org

♦ **8-10 juin à Ouagadougou site du SIAO** (Burkina Faso) : 1^{er} salon "Fibres et Matières d'Afrique, pour une mode équitable"

- ◆ **19-21 juin à Montréal** (Québec) : Deuxième colloque international sur le commerce équitable sur le thème : « Le commerce équitable et le développement durable »
Renseignements : <http://www.esg.uqam.ca/crsdd>
- ◆ **23 juin à Roanne** (France) : Colloque organisé par le GRIL sur le thème « Communiquer l'utopie : Promouvoir l'économie solidaire au niveau local, national et international » Contact : dacheux@univ-st-etienne.fr
- ◆ **26-28 juin à Yaoundé** (Cameroun) : Colloque Economie sociale et solidaire au Cameroun **[participation du RIPESS]**
- ◆ **5 juillet à Paris** (France) : Quatrième Journée d'échanges du RTES
Thème : Coopération décentralisée et ESS. Contact : www.rtes.fr **[participation du RIPESS]**
- ◆ **5-9 juillet en Martinique** : Forum Social des Caraïbes/ Contact : forosocialcaribe@habitants.org
- ◆ **6-8 juillet à Lille** (France) : Université d'été du CRID sur le thème « Quels droits pour quels développements ? »
Renseignements : <http://www.crid.asso.fr> **[participation du RIPESS]**
- ◆ **26-27 juillet à Vitoria** (Brésil) : 4^{ème} Forum International de la Responsabilité Sociale des Entreprises **[participation du RIPESS]**
- ◆ **25 au 28 octobre 2006 à Lyon** (France) : Forum International Economique et Social de Lyon, consacré à la réflexion sur une mondialisation plus responsable Renseignements : www.forum-economique-et-social.com **[participation du RIPESS]**
- ◆ **26-27 octobre à Rome** (Italie) : Conférence Internationale sur l'Economie Solidaire sur le thème : "Sviluppo Locale Solidale. Il ruolo degli Incubatori di Imprese Sociali"
- ◆ **27 octobre – 5 novembre à Ouagadougou** (Burkina Faso) : 10^{ème} édition du SIAO (Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou) Renseignements : <http://www.siao.bf> **[participation du RIPESS]**
- ◆ **novembre 2006 à La Havane** (Cuba) : 2ème Rencontre des réseaux et organisations latino-américaines membres du RIPESS.
- ◆ **décembre 2006 à Dakar** (Sénégal) : Rencontre du réseau PEKEA sur le thème « Individu et société »
Renseignements : <http://www.pekea.org> **[participation du RIPESS]**
- ◆ **20-25 janvier 2007 à Nairobi** (Kenya) : FSM Renseignements : <http://www.forumsocialmundial.org> **[participation du RIPESS]**
- ◆ **2009 en Europe** : 4ème Rencontre Internationale sur la Globalisation de la Solidarité organisée par le RIPESS